

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 31 MARS 1922.

Projet de loi autorisant le Gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un emprunt à lots au capital d'un milliard de francs à émettre par la Fédération des Coopératives pour Dommages de Guerre ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ÉCONOMIES ⁽²⁾, PAR M. **CARLIER**.

MESSIEURS,

La Chambre est appelée à approuver le projet de loi autorisant le Gouvernement à garantir l'intérêt et l'amortissement d'un emprunt à lots à émettre par la Fédération des Coopératives de dommages de guerre.

Comme le Parlement sait, c'est le second emprunt de ce genre que se propose d'émettre ladite Fédération.

Dans l'Exposé des Motifs du projet de loi autorisant le premier emprunt, le Gouvernement justifiait comme suit l'utilité et le rôle de la Fédération des Coopératives :

« Les premières sociétés coopératives de sinistrés furent fondées sur le modèle d'une société existant déjà et constituée entièrement à l'initiative privée : la Ligue des Propriétaires du Littoral.

» Le 25 juillet 1919, les neuf premières coopératives régionales se groupèrent pour fonder la Fédération des Coopératives, société coopérative gérée par un conseil de six membres, dont trois sont nommés par les Ministres des Finances et des Affaires Économiques. Les opérations de la société sont surveillées par quatre commissaires, dont deux sont nommés par les mêmes Ministres.

Pour encourager la formation et l'organisation des coopératives, le Trésor leur fournit les premiers moyens d'action. Un arrêté royal du 12 juillet 1919,

⁽¹⁾ Projet de loi, n° 132.

⁽²⁾ La Commission est composée de MM. MECHelynck, *président*, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (Augustin), DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSENIER, SÂU, SOUDAN, STRAUSS, VAN GLABBEKE et WAUWERMANS.

pris en exécution de la loi du 24 février 1919, disposa que des avances dont le montant est fixé à 70 % de la valeur des biens détruits au 1^{er} août 1914 pourront être accordées aux sinistrés qui les solliciteront par l'intermédiaire des sociétés coopératives agréées par le Ministre.

Le 23 décembre de la même année, un nouvel arrêté royal intervint permettant aux coopératives de faire porter les avances non seulement sur l'indemnité de réparation, mais aussi sur l'indemnité de remploi.

Cette disposition est reprise à l'article 4 de l'arrêté royal de coordination du 30 août 1920 (*Moniteur* du 7 octobre 1920) :

« Des avances peuvent être consenties aux sinistrés par l'intermédiaire des sociétés coopératives agréées par le Ministre. Le maximum de ces avances est fixé à 70 % de la valeur des biens détruits au 1^{er} août 1914, augmenté, le cas échéant, de la valeur du remploi; pour la détermination de la valeur du remploi en vue de la fixation du montant de l'avance, le Ministre peut établir des coefficients par catégories de biens. »

Ces coefficients sont actuellement :

1° Pour les immeubles : 4 1/2 fois la valeur des biens détruits au 1^{er} août 1914 si le dommage s'est produit dans la zone du front de bataille; 4 fois la même valeur pour le restant du pays;

2° Pour les meubles : 3 fois et 2 1/2 fois la même valeur, suivant la même distinction que pour les immeubles.

La Fédération accorde également des avances s'élevant à 70 % du montant attribué par un jugement du tribunal des dommages de guerre en attendant que soit expiré le délai de deux mois prévu par l'article 111 de la loi du 20 avril 1919.

Enfin, elle fait l'escompte des titres délivrés en vertu des jugements accordant des allocations provisionnelles ou des indemnités définitives, lorsque les sommes représentées par ces titres doivent servir au remploi.

Les sinistrés qui s'adressent aux coopératives contribuent aux frais généraux de la Société dans les mesures suivantes :

1° 1 % du montant de l'avance accordée s'il s'agit d'une avance préalable à tout jugement;

2° 1/2 % s'il s'agit simplement d'une avance sur jugement ou sur titre délivré en exécution d'un jugement, ces dernières avances n'exigeant pas de la Coopérative un travail de préparation des dossiers. »

Le succès du premier emprunt à lots fut considérable. Les souscriptions dépassèrent rapidement le chiffre proposé par la loi.

C'est naturellement ce succès qui a incité le Gouvernement à avoir recours au même type d'emprunt.

Lors de la première émission, certains membres s'étaient montrés peu sympathiques à un genre d'emprunt qui accorde à la chance une place aussi considérable et se rapproche singulièrement d'un système de loterie. Si les raisons d'opposition sont restées les mêmes; les raisons de nécessité sont restées tout

aussi pertinentes. Et les secondes doivent avoir le pas sur les premières. En tout premier lieu, en effet, il est indispensable de se procurer les ressources nécessaires pour relever rapidement le pays de ses ruines. Si un effort sérieux a été fait; s'il se continue, nous sommes encore loin de compte. L'impérieuse nécessité de donner satisfaction aux sinistrés nous impose donc le devoir urgent de trouver des fonds.

On connaît l'importance prise par la Fédération des Coopératives pour dommages de guerre dans le domaine des réparations.

Au 15 février 1922, le total des avances faites par la Fédération s'élevait à 933,877,600 francs, dont fr. 542,442,489.18 prélevés sur le produit de l'emprunt.

Du produit net de l'emprunt, soit fr. 786,828,698.65, il ne restait plus, en disponible, à la date ci-dessus, qu'à peu près 245 millions.

Si le type de l'emprunt est resté le même que le premier fait par la Fédération des Coopératives, des modifications importantes ont cependant été introduites quant aux modalités.

Lors du premier emprunt, les obligations de 250 francs étaient émises à 80 % de leur valeur nominale, soit à 200 francs. Pour celui-ci, le projet propose de laisser à un arrêté royal le soin de fixer au moment opportun, et d'après la situation du marché, le prix et les conditions accessoires de l'émission.

Le droit d'arrêter ainsi le taux de l'émission que s'est réservé M. le Ministre des Finances, d'accord avec la Fédération, a paru excessif à certains membres.

Il eût mieux valu, leur semblait-il, le fixer définitivement comme lors du premier emprunt.

L'intérêt annuel du nouvel emprunt est fixé à 5 %, contre 4 % lors du premier. Pour le second comme pour le premier, l'intérêt est net d'impôts.

L'augmentation de 1 % pour l'intérêt avec la garantie d'exemption d'impôts fixé à 0,20 par coupon a semblé onéreux à certains membres. Où irons-nous avec nos recettes fiscales, si nous continuons à exempter les intérêts de l'impôt pour des tranches d'un milliard à la fois?

Enfin l'amortissement en nonante ans par tirage au sort de l'obligation, au pair de la valeur nominale, soit 250 francs, sera augmentée d'une prime de 50 francs. Si, comme lors du premier emprunt, les obligations étaient émises à 80 %, soit 200 francs, leur remboursement se ferait donc au taux de 300 francs!

Comme remarque générale, la Commission a estimé que, dans la mesure du possible, les paiements en titres devraient être la règle, afin de pouvoir conserver les disponibilités en numéraire pour satisfaire aux besoins les plus urgents.

La Commission, sous bénéfice des observations ci-dessus, a approuvé le projet de loi et convie la Chambre à le voter sans retard, afin que l'œuvre des réparations des dommages de guerre ne puisse en rien être entravée.

Le Rapporteur,
ÉMILE CARLIER.

Le Président,
A. MECHELYNCK.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 31 MAART 1922.

Ontwerp van wet waarbij de Regeering wordt gemachtigd de interesten en de aflossing te waarborgen van eene leening met loten tot een naamkapitaal van één milliard frank, door het Verbond der Samenwerkende Vennootschappen voor Oorlogsschade uit te geven ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN EN DE BEZUINIGINGEN ⁽²⁾, UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **CARLIER**.

MIJNE HEEREN,

De Kamer wordt verzocht hare goedkeuring te hechten aan het ontwerp van wet waarbij de Regeering wordt gemachtigd de interesten en de aflossing te waarborgen van eene leening met loten uit te geven door het Verbond der Samenwerkende Vennootschappen van Oorlogsschade.

Zooals het Parlement wel weet is dit de tweede leening van dien aard die genoemd verbond zich voorneemt uit te geven.

In de Memorie van Toelichting bij het wetsontwerp voor de eerste leening, verklaarde de Regeering als volgt het nut en de rol van het Verbond der Samenwerkende Vennootschappen :

« De eerste samenwerkende vennootschappen van geteisterden werden opgericht naar het model eener reeds bestaande vennootschap welke uitsluitend uit privaat initiatief was tot stand gekomen, de « *Ligue des Propriétaires du Littoral*. »

Op 25 Juli 1919 vereenigden zich de negen eerste gewestelijke vennootschappen om den Bond der samenwerkende vennootschappen op te richten,

(1) Wetsontwerp n^o 132.

(2) De Commissie bestaat uit de heeren MECHELYNCK, voorzitter, BOLOGNE, CARLIER, COUSOT, DAVID, DE BRUYNE (AUG.), DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SOUDAN, STRAUS, VAN GLABBEKE en WAUWERMANS.

samenwerkende vennootschap beheerd door eenen raad van zes leden onder dewelke drie aangesteld worden door de Ministers van Financiën en van Economische Zaken. De werkzaamheden der vennootschap staan onder toezicht van vier commissarissen onder dewelke twee door dezelfde Ministers worden benoemd.

Om het tot stand komen en het inrichten der samenwerkende vennootschappen aan te moedigen verstrekt de Schatkist hun de eerste werkmiddelen. Een Koninklijk besluit van 12 Juli 1919 genomen ter uitvoering der wet van 24 Februari 1919 bepaalt dat voorschotten waarvan het bedrag vastgesteld is op 70 t. h. der waarde, op 1^o Augustus 1914, van de vernielde goederen kunnen verleend worden aan de geteisterden die dezelve zullen aanvragen door tussenkomst der samenwerkende vennootschappen aangenomen door den Minister.

Op 23 December van hetzelfde jaar werd een nieuw Koninklijk besluit uitgevaardigd waarbij de samenwerkende vennootschappen werden gemachtigd de voorschotten niet enkel op de vergoeding tot herstel te verleen, maar eveneens op de vergoeding voor wederbelegging.

Deze bepaling is overgenomen in artikel 4 van het ordenend Koninklijk besluit van 30 Augustus 1920 (Staatsblad van 7 October 1920).

« Aan de geteisterden kunnen voorschotten verleend worden door de » bemiddeling van de door den Minister aangenomen samenwerkende vennoot- » schappen. Het maximum van deze voorschotten is vastgesteld op 70 ten hon- » derd van de waarde der vernielde goederen op 1^o Augustus 1914, bij voor- » komend geval vermeerderd met de waarde der wederbelegging; voor het » bepalen van de waarde der wederbelegging ter vaststelling van het bedrag van » het voorschot kan de Minister coëfficiënten (vermenigvuldigers) per reeksen » goederen vaststellen ».

Deze coëfficiënten bedragen thans :

1^o Voor de onroerende goederen : 4 1/2 maal de waarde der vernielde goederen op 1^o Augustus 1914 indien de schade zich voordeed in de strook van het gevechtsfront; 4 maal dezelfde waarde voor de overige gedeelten van het Rijk;

2^o Voor de roerende goederen : 3 maal en 2 1/2 maal dezelfde waarde naar hetzelfde onderscheid als voor de onroerende goederen.

Het Verbond verleent insgelijks voorschotten tot beloop van 70 t. h. van het bedrag toegewezen door een vonnis der rechtbank voor oorlogsschade in afwachting dat de termijn van twee maanden voorzien bij artikel 3 der wet van 20 April 1919 verstreken weze.

Ten slotte disconteert het de titels afgegeven krachtens vonnissen waarbij voorschotten bij voorraad, of bepaalde vergoedingen worden toegekend, indien de door deze titels vertegenwoordigde sommen tot wederbelegging moeten aangewend worden.

De geteisterden die zich tot de samenwerkende vennootschappen wenden, dragen in de volgende mate bij tot de algemeene onkosten der vennootschap :

1^o 1 t. h. van het bedrag van het verleende voorschot zoo het een aan alle vonnis voorafgaand voorschot geldt;

2° 1/2 t. h. zoo het enkel een voorschot geldt op vonnis of op titel afgegeven ter uitvoering van een vonnis, aangezien deze laatste voorschotten geen arbeid tot bundelsamenstelling van wege de samenwerkende vennootschap vergen.

De uitslag van de eerste leening met loten was buitengewoon. De inschrijvingen overtroffen aldra het cijfer door de wet bepaald.

Die uitslag heeft natuurlijk de Regeering aangezet nogmaals eene dergelijke leening uit te geven.

Bij de eerste leening hadden sommige afgevaardigden weinig instemming betoond voor eene leening die aan de kans zulk een ruim veld laat en bijna gelijk staat met een loterijstelsel. Zijn de redenen van hun verzet dezelfde gebleven, de redenen van de noodzakelijkheid zijn ook nog even sterk, en deze geven den doorslag. In de eerste plaats is het immers noodig dat men de vereischte geldmiddelen bezitte om het land spoedig uit zijne puinen te doen oprijzen. Werd er ook eene groote krachtspanning gedaan, die nog immer voortduurt, toch zijn wij nog verre van de slotrekening. De dwingende noodzakelijkheid voldoening te schenken aan de geteisterden legt ons dus den plicht op onverwijld geldmiddelen te vinden.

Men kent den omvang van het werk van het Verbond der Samenwerkende Vennootschappen voor Oorlogsschade op het gebied van het herstel. Op 15 Februari 1922 was het bedrag der voorschotten gedaan door het Verbond 933,877,600 frank, waarvan fr. 542,442,489.18 waren voorafgenomen van de opbrengst der leening. Van de zuivere opbrengst der leening, hetzij fr. 786,828,698.65 bleef er op voornoemden datum nog slechts beschikbaar ongeveer 245 miljoen.

Bleef de vorm der leening dezelfde als de eerste door het Verbond der Samenwerkende Vennootschappen gedaan, toch werden er belangrijke wijzigingen gebracht in de modaliteiten.

Bij de eerste leening werden de obligatiën van 250 frank uitgegeven aan 80 t. h. hunner nominale waarde, hetzij 200 frank. Ditmaal stelt het ontwerp voor het bepalen van den prijs en de toekomstige voorwaarden van uitgifte op het goede oogenblik en naar den stand van de geldmarkt, over te laten aan een Koninklijk besluit.

Het recht om tevens het bedrag der uitgifte vast te stellen, recht dat de Minister van Financiën in overleg met het Verbond der Samenwerkende Vennootschappen zich heeft voorbehouden, vonden eenige leden wat overdreven. Zij achtten het beter dit bedrag bepaald vast te stellen zooals bij de eerste leening.

De jaarlijksche interest der nieuwe leening is bepaald op 5 t. h., tegen 4% van de eerste. Voor beide is die interest vrij van belasting. De vermeerdering met 1% voor den interest, met den waarborg van de ontheffing van belasting bepaald op 0.20 fr. per koepon, vonden eenige leden wat te veel. Wat komt er van onze fiscale ontvangsten zoo wij voortgaan de interestsn van belasting te ontslaan voor sommen van 1 milliard ineens.

Ten slotte, de aflossing in 90 jaar, bij trekkingen, aan pari van de nominale waarde, hetzij 250 fr., zal vermeerderd worden met eene premie van 50 frank. Waren de obligatiën uitgegeven aan 80 t. h., hetzij 200 frank, zooals bij de eerste leening, dan zou de uitkeering gedaan worden aan 300 frank.

Als algemeene opmerking oordeelde de Commissie dat, in de mate van het mogelijke, de betalingen in titels de regel zouden moeten zijn, om de beschikbare geldsommen te kunnen behouden voor de dringendste noodwendigheden.

De Commissie heeft het ontwerp goedgekeurd, behoudens hoogerstaande aanmerkingen, en verzoekt de Kamer het onverwijld goed te keuren, opdat het werk van de vergoeding voor oorlogsschade door niets belemmerd weze.

De Verslaggever,

EMILE CARLIER.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.
